

1^{ère} réunion de la Commission 1 ECO-REGION
Espaces ouverts : agriculture périurbaine, eau et biodiversité
28-29 Juin 2010
Paris, France

AGRICULTURE PERIURBAINE, ACCESSIBILITE ET DISTRIBUTION : LA FAIM EN AFRIQUE. PROBLEMES ET PERSPECTIVES : LE CAS DU CONGO - AFRIQUE

Séraphin Hilaire **OKOKO**

Ingénieur constructeur; directeur des études et des réalisations / Ville de Brazzaville
Congo - Brazzaville

SOMMAIRE

- I- Indicateurs physiques et socio-économiques du Congo. Problématique du développement de l'agriculture périurbaine.**
- II- Structuration et impact socio-économiques de la production périurbaine dans le contexte congolais.**
- III- Enjeux de développement et d'intégration des productions périurbaines dans le tissu socio-économiques des zones urbaines. *Atouts, contraintes et perspectives.***

INTRODUCTION

La lutte pour la sécurité alimentaire est devenue un impératif mondial où d'après la FAO, environ 80% de la population vit en état de précarité. Au regard des programmes auxquels le Congo s'est engagé dans le domaine de la sécurité alimentaire (PSSA, PNSA, PNMIT (NEPAD),...), celle-ci est évidemment d'autant plus marquée dans les zones de consommation que sont particulièrement ses deux grandes villes qui abritent plus de 60% de la population sur un espace de moins de 1% de la superficie du pays. Il en est de même des villes de la plupart des pays en voie de développement (abritant plus de 60 à 80% de leur population). Ce qui pose évidemment d'énormes problèmes de satisfaction des besoins alimentaires. Cette situation a fini par être un précurseur spontané d'activités rémunératrices. En effet dans les zones urbaines se développent, à côté des prestations du secteur tertiaire, des activités d'agriculture donnant l'accès au revenu à un plus grand nombre, sur des emplois relativement stables et une disponibilité des productions difficilement approvisionnées par les zones rurales. Mais les difficultés inhérentes à la promotion de ces activités empêchent l'émergence de ce tissu de production qui reste constamment dans l'informalité de sa pratique.

Les productions des zones urbaines et périurbaines sont des compléments très importants dans l'équilibre alimentaire.

Si les zones rurales fournissent la base des productions dans sa structuration archaïque de production, un complément est fourni par les productions périurbaines. Celles-ci se font par un panel de petits producteurs organisés avec les moyens de bord dont elles disposent. Leur niveau de production ne leur permet pas de sortir de leur précarité économique et sociale quasiment endémique. D'où tout l'intérêt de renforcer leurs capacités à entreprendre directement ou par le truchement de leurs filières professionnelles, ou encore au travers des états ou des collectivités locales.

Le développement de l'agriculture urbaine et périurbaine a l'avantage de se déployer dans la proximité aussi bien des institutions d'accompagnement que des zones de consommation (les marchés). Elle devrait donc fournir des services meilleurs que ceux de zones rurales (en terme de production et de valorisation environnementale des écosystèmes (conservation des sols, gestion rationnelle et développement durable des ces activités). Malheureusement les espaces qui y sont réservés se restreignent progressivement avec la pression anthropique.

Si la FAO encourage l'agriculture familiale pour combattre la faim, il n'en demeure pas moins que leur durabilité est tributaire d'une organisation socioprofessionnelle et assortie d'un accompagnement structurel cohérent.

Au regard de la réduction du budget consacré à l'agriculture, en l'absence de politique orientée vers les activités agricoles périurbaines et en dépit de l'existence des modèles d'actions de développement agricole par l'économie périurbain, mis en œuvre par des ONG d'appui au développement locaux et financés par les bailleurs de fonds internationaux, les alternatives relatives à la réduction des importations semblent être vaines. A l'absence de toute pérennisation, les bénéficiaires de ces actions, installés en autonomie de gestion, sont, en phase post-projet, en train de retomber dans leur situation de précarité d'origine. La disponibilité et l'accessibilité des productions périurbaines deviennent délicates.

La mise en œuvre des enjeux de développement circonscrits pourrait éviter la strutralisation d'une quelconque crise alimentaire locale, si aucune intervention immédiate n'est faite pour satisfaire les besoins de plus grands nombre de consommateurs urbains.

Il est abordé dans le document, la présentation des indicateurs physiques, socio-économique et la problématique de développement de l'agriculture périurbaine au Congo, la structuration et les impacts socio-économiques des productions périurbaines et enfin les enjeux de développement susceptibles d'améliorer les conditions d'approvisionnement des marchés urbains à partir des productions de l'agriculture périurbaine.

RESUME

Le développement de l'agriculture périurbaine en Afrique et particulièrement dans les grandes villes du Congo est assujéti à des contraintes endogènes d'une part, liées à la définition et à la mise en œuvre des politiques stratégiques de développement urbain, et exogène d'autre part, généralement tributaires des financements extérieurs.

La paupérisation quasi endémique des zones rurales constitue, entre autres, les facteurs précurseurs des montées démographiques dans les grandes villes, inhibant tout effort de lutte contre la pauvreté. La pression anthropique assortie à une urbanisation non contrôlée érode les potentiels espaces susceptibles d'abriter des activités agricoles dans les zones périurbaines. Elle induit les difficultés d'emploi pérenne, d'accès à la terre et d'autres moyens de production. Ces contraintes sont autant de critères de pauvreté qui empêchent l'africain en général de lutter efficacement contre la faim.

Plongé dans les profondeurs du classement des IDH et de la pauvreté humaine et monétaire (avec plus de la moitié de la population adulte vivant avec moins d'un dollar par jour), le Congo présente depuis une décennie des taux de croissance économique perpétuellement en augmentation. Ils sont aussi assortis d'excédents budgétaires importants. Paradoxalement, il n'accorde que 3% de son budget à l'agriculture, induisant une insécurité alimentaire chronique (plus d'un quart de milliards de dollars US sont consommés par les importations alimentaires)

Toutefois les besoins de valorisation ajustée d'importantes ressources biologiques dont dispose le Congo, l'a conduite à amorcer des programmes de développement par l'économique (autonomie des exploitants) des productions périurbaines, destinée à améliorer l'approvisionnement des villes de Pointe-Noire et Brazzaville. Ces programmes cofinancés par des bailleurs de fonds internationaux (principalement Union Européenne et Coopération Française) ont constitué des pilotes au travers desquels il a été démontré le potentiel intrinsèque des zones périurbaines à contribuer efficacement dans la réduction de la pauvreté en milieu urbain.

Ainsi pendant près d'une vingtaine d'année, l'on a vu se déployer des exploitants intégrées agropastorales modélisées et professionnalisées, notamment maraîchères, avicoles et porcines et vivrières en milieu semi-rural), entraînant un accroissement de la disponibilité et de l'accessibilité des produits maraîchers et animaux dans les marchés. De même, ces programmes ont conduit à l'émergence d'un tissu diversifié d'emploi (plus de 5 000 exploitations créées et environ 9 000 emplois directs) dans les filières concernées.

Le choix des spéculations à valoriser, des zones imposées et des systèmes de production, découlent de la recherche de l'équilibre alimentaire entre les productions périurbaines liées aux pratiques intensives de production sur des surfaces réduites (cas du maraîchage) et les productions rurales favorables aux pratiques extensives sur des surfaces plus importantes (cas des productions vivrières).

Mais en dépit de ce potentiel de production installé, le niveau de consommation en légumes reste encore insatisfait. Le déficit de l'offre par rapport aux besoins de consommations reste toujours supérieur à 40% en moyenne.

En phase post-projet, ce déficit s'est encore accru à cause de la détérioration du niveau de précarité des exploitants installés. Aucun dispositif de pérennisation des acquis n'a été mis en place, alors que l'ensemble des contraintes à la production sont circonscrites. Les financements internationaux, en dépit de l'existence des lignes budgétaires sur la sécurité alimentaire auprès des bailleurs de fonds, ne sont plus mobilisables pour des actions périurbaines.

La demande alimentaire des villes est inexorablement ascendante. Les zones périurbaines présentent des atouts favorables et focalisables pour l'amélioration de son rôle de complémentation alimentaire. Un certain nombre d'opportunités conjoncturelles et infrastructurelles (techniques, financières et socio-économiques) doivent être harmonieusement saisies. Elles devraient être assorties d'un appui à la gouvernance locale rapprochée, pour faciliter leur appropriation par les populations bénéficiaires afin de leur permettre de lutter efficacement contre la faim.

Mots clé : *Productions agricoles périurbaines, démographie, pauvreté, , filières maraîchères, approvisionnement des marchés urbains, économie des exploitations, enjeux de développement, indicateurs.*